# Retour sur les « Boyards de l'intelligence » Roumaine et leurs pourfendeurs d'extrême gauche

jeudi 14 janvier 2021, par TRIFON Nicolas (Date de rédaction antérieure : 2 juillet 2017).

**Les derniers rebondissements du vaudeville gouvernemental auquel ont droit les Roumains ont de quoi laisser pantois. Qu'en est-il du débat politique de fond dans ce pays ? Paru il y a bientôt dix ans, le livre collectif dont il est question dans le papier que nous reprenons ici, *L'illusion de l'anticommunisme* [1], en atteste bel et bien l'existence tout en suggérant ses limites. A force de s'attaquer aux « boyards de l'intelligence », les auteurs, sur des positions d'extrême gauche pour la plupart, semblent avoir perdu de vue les « boyards » tout court, les pontes du Parti social-démocrate qui gèrent le pays avec les résultats que l'on sait.**

Voici plusieurs années que les grands noms qui tiennent le haut du pavé sur la scène intellectuelle roumaine postcommuniste voient leur hégémonie remise en question, disputée, contestée. Parmi ces « boyards de l'intelligence », pour reprendre le titre du livre de Sorin Adam Matei [2] qui reconstitue le trajet de quelques-uns d'entre eux, il y a le philosophe Gabriel Liiceanu, patron de la puissante maison d'édition Humanitas, et Horia Patapievici, un essayiste ayant connu une carrière fulgurante dans les années 1990, président de l'Institut culturel roumain [3], instance décisive pour le financement des projets culturels à l'échelle internationale.

On peut citer aussi, bien qu'il n'ait pas de lien particulier avec les deux précédents, Vladimir Tismăneanu, auteur de nombreux ouvrages critiques sur le Parti communiste roumain dont il est devenu l'historien officiel en quelque sorte. Pas plus que leurs contradicteurs, souvent plus jeunes et passés par les universités occidentales, ces grands noms, leurs réseaux et leur public ne constituent pas un tout homogène, loin s'en faut. Sur le plan des repères intellectuels et politiques, les différences entre les deux « familles » sont cependant significatives. Au début des éditions Humanitas par exemple, parmi les auteurs français, Jean-François Revel, Bernard-Henri Lévy ou André Glucksmann étaient mis en avant, tandis que leurs contradicteurs invoquent volontiers Pierre Bourdieu ou Alain Badiou.

Les premiers ont évolué de positions correspondant à un assez large éventail politique, à l'exclusion des communistes et apparentés (à leurs yeux), vers des prises position plus conservatrices voire néoconservatrices, qui ont culminé avec le soutien apporté à l'intervention de G. W. Bush en Irak. Les seconds, arrivés plus récemment sur la scène publique, ne manifestent aucun complexe à afficher des convictions de gauche voir d'extrême gauche, ce qui n'est pas courant en Roumanie. Ils font une lecture critique de l'entre-deux-guerres roumain, survalorisé par les premiers qui ont tendance à mettre entre parenthèses les aspects moins présentables des personnalités qui ont marqué cette époque, notamment l'engagement fasciste de quelques-uns d'entre eux.

À vrai dire, le prestige des « boyards de l'intelligence » repose, qualités intellectuelles mises à part, sur la critique radicale tant du communisme que du fascisme. La croisade qu'ils ont menée contre

les poussées populistes et nationalistes aux accents communistes (autour du Parti de la Grande Roumanie notamment, aujourd'hui en perte de vitesse) leur a assuré une respectabilité certaine auprès des interlocuteurs occidentaux, l'attachement d'un public roumain résolument tourné vers la modernité, sans gêner pour autant, bien au contraire souvent, les gouvernements formés pour l'essentiel par des anciens cadres communistes qui se sont succédé depuis la chute de Ceauşescu.

Toujours en Occident, des voix se sont élevées pour dénoncer ce rapport à l'entre-deux-guerres et surtout pour exiger que ces intellectuels roumains commencent par condamner le fascisme autochtone, en raison des crimes antisémites perpétrés, avant de s'en prendre au communisme. Sans écho notable dans un pays qui venait d'enterrer quatre décennies de stalinisme et « ceausisme », ces critiques ont quelque peu entamé en Occident le prestige des personnes visées sans les compromettre pour autant. En effet, la solution consensuelle fondée sur le renvoi dos à dos du communisme et du fascisme a fini par l'emporter puisque l'antisémitisme allait désormais être attribué également aux régimes communistes qui auraient pris le relais des régimes fascistes en matière de persécution des Juifs.

**Le Rapport Final Sur Les Crimes Du Communisme**

Paradoxalement, c'est sur le terrain de la condamnation du passé communiste roumain, condamnation qui semblait faire l'unanimité, que nos « boyards » allaient se retrouver plus sérieusement déstabilisés. De ce point de vue le livre collectif paru l'année dernière sous le titre *L'illusion de l'anticommunisme : lectures critiques du Rapport Tismăneanu* [4], et les réactions qu'elle a suscitées sont éclairantes.

Élu en décembre 2004, le Président Băsescu avait constitué en avril 2006 une commission chargée de rédiger un rapport sur les crimes du régime communiste roumain. Présenté à la fin de l'année, ce rapport, dit final, fut suivi d'une déclaration politique du Président devant la Parlement condamnant « explicitement et catégoriquement le système communiste en Roumanie ». La lecture des 666 pages proposées dès janvier 2007 sur le Net ne laisse aucun doute : le Rapport final dit aussi Tismăneanu est plutôt bâclé, le ton est souvent péremptoire, les sources ne sont pas toujours indiquées, les affirmations rarement étayées d'arguments convaincants. Nous sommes loin du rapport, également final, de la commission Wiesel qui l'a précédé (novembre 2004), en a constitué en quelque sorte le modèle et, surtout, a donné lieu à une prise de position du Président Iliescu reconnaissant, à la veille de l'adhésion de la Roumanie à l'UE, la responsabilité de l'État roumain dans les massacres commis contre les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale.

Certes, le rapport commandé par le Président Băsescu constituait une première, alors que les rédacteurs du rapport sur l'Holocauste avaient une riche expérience en la matière et une documentation bien fournie. Comme dans ce dernier, les contributions au Rapport final ne sont pas signées et, pour ce qui est du nombre des victimes, on s'en tient à des estimations. La différence n'est pas moins frappante : si, dans le premier, on déplorait la mort de 280 à 380.000 Juifs, la fourchette est nettement plus large dans le Rapport final qui fait état de 500.000 à 2.000.000 de victimes du communisme dans sa conclusion. À elles seules, les réserves émises par un des membres de la commission, l'historien Andrei Pippidi, permettent de se faire une idée du caractère approximatif, sur le plan méthodologique, du Rapport. Enfin, les auteurs de l'*Illusion de l'anticommunisme* dénoncent à juste titre l'abus « des généralisations et du langage métaphorique (et de mauvais goût) à la place d'un langage analytique et des jugements de valeur au lieu des éclaircissements » (IA : 207).

**L'Histoire Comme Champ D'action Des Seules Élites…**

Aussi, ce rapport prête-t-il le flanc à la critique, tant sur le plan factuel que conceptuel, ce qui rend

le ton polémique des auteurs du livre quelque peu gratuit, tandis que la suffisance et la pédanterie dont ils font parfois preuve, par exemple lorsqu'ils se citent eux-mêmes (*IA* : 170, 247), est agaçante. Certains pourraient aller jusqu'à les suspecter de rechercher en fin de compte surtout à saper la légitimité de ceux qu'ils brocardent afin de s'emparer à leur propre profit du capital symbolique accumulé par leurs adversaires.

La critique qu'ils avancent n'est pas moins, dans ses grandes lignes, justifiée et pertinente. En effet, le Rapport final a suscité peu d'intérêt auprès du public, et ses auteurs se sont refusés à s'expliquer publiquement sur les points controversés du rapport, comme l'indiquent les coordinateurs du livre (*IA* : 5-6). Le problème traité est de toute première importance, y compris parce que, dans l'absence d'un projet social mobilisateur pour l'avenir, le rapport au passé communiste continue de peser dans le positionnement politique et la vision du monde des gens. Enfin, il y a toute une série de sujets, souvent évités, sur lesquels les auteurs du livre n'hésitent pas à prendre position. « Le fait de privilégier constamment le rôle et la situation des intellectuels (…) est le fruit d'une vision néoconservatrice qui n'est nullement neutre politiquement, vision selon laquelle l'histoire est le champs d'action des seules élites », écrit par exemple A. Cistelecan, en pointant une tendance courante à l'Est (*IA* : 108).

Ces mérites mis à part, il y a deux raisons précises pour lesquelles il faut se féliciter à mon avis de la parution de ce livre.

**Une Fois Le Communisme Vaincu Et La Gauche Rayée De L'histoire…**

Primo, il signifie l'existence d'un pôle de gauche qui trouve enfin ses repères, avance sans complexe des arguments crédibles et cohérents, et bouscule enfin le monopole exercé depuis 1989 par une droite qui se veut résolument moderne et se pose en arbitre moral de la vie politique, qui n'hésite pas à s'afficher comme telle mais ne conçoit même pas qu'une une gauche puisse exister à ses côtés. Les conditions d'un débat contradictoire plus substantiel sont ainsi enfin réunies, même si ce débat a lieu dans un cadre restreint, le monde universitaire pour l'essentiel et son public, puisque l'échiquier politique à proprement parler demeure dominé par des personnages issus des responsables de l'ancien régime, ou formés par eux, reconvertis à la social-démocratie et/ou au libéralisme. Si on suit la logique du Rapport secret, fait remarquer D. Ungureanu, on peut conclure par l'interrogation suivante : « Une fois le communisme vaincu et la gauche rayée de l'histoire, quel dialogue pourra-t-on avoir ? Entre quels partis ? Entre le parti libéral-démocrate et le parti démocrate-libéral ? Sans la gauche, la démocratie est inexistante : si nous devenons tous libéraux, ne va-t-on pas passer d'un totalitarisme à l'autre ? » (*IA* : 269.) Cette manière de poser le problème a le mérite de la clarté, même si la crainte de la gauche de se retrouver un jour sous le coup de l'accusation de négationnisme lorsqu'elle émet des réserves sur le diagnostic du communisme établi par le Rapport final est vraisemblablement exagérée.

Secondo, l'objection de fond soulevée par un des auteurs, Daniel Barbu, à l'anticommunisme tel qu'il est conçu et instrumentalisé dans le Rapport final est à prendre en compte à plus d'un titre. « Pendant quatre décennies et demi, l'Etat roumain a été confisqué par un groupe politique étranger aux intérêts et aux aspirations du peuple roumain », peut-on lire dans l'introduction du rapport, rapport qui comporte à la fin la biographie de 64 membres de la nomenklatura, rappelle D. Barbu. « Qui se trouve sous l'emprise d'un autre ne saurait être tenu pour responsable des faits commis lorsqu'il n'était pas son propre maître », poursuit-il, en rappelant que tant les auteurs du rapport que le président de la République se sont bien gardés d'accuser l'Etat romain entre 1948 et 1989. « Ils pouvaient difficilement le faire, dans la mesure où les deux composantes centrales de l'Etat communiste, sans lesquelles celui-ci n'aurait même pas pu imaginer survivre plus de quatre heures et demi, n'ont été ni atteintes, ni réformées, ni critiquées sous le postcommunisme : le système de défense nationale et le système judiciaire.

Or, pas une seule référence incriminant tant soit peu l'armée, le parquet ou la justice ne figure dans le rapport » (*IA* : 75-76). Même les négociations en vue du rapprochement avec l'Occident, conclut-il, ont été le fait des représentants des institutions issues de l'Etat d'avant 1989, et personne n'a eu rien à redire [5].

**Du Scénario Libertaire Au Scénario Libertarien**

Ce type de raisonnement permet de revenir sur terre en quelque sorte, d'envisager le passé dans des termes plus sereins et d'éviter ainsi de tomber dans l'illusion de l'anticommunisme. A quoi se heurtait le contestataire en herbe, l'individu épris de justice, le minoritaire ne voulant pas se cantonner au rôle que l'on voulait lui faire jouer, celui qui pensait pas comme les autres, pour reprendre la traduction de l'expression russe traduite par dissident ? Qui empêchait tout un chacun de s'exprimer, de se réaliser, de circuler ? A lui seul, le communisme concocté, orchestré, imposé par le noyau de comploteurs maléfiques désigné aujourd'hui à la vindicte publique n'aurait jamais fait long feu sans la vigilance des agents de la milice et de la sécurité, des juges aux ordres du pouvoir et des gardiens des frontières, sans l'empressement des enseignants à distiller les consignes venues d'en haut, la promptitude des journalistes et autres poètes à chanter les louanges du même pouvoir, et ainsi de suite.

Ces gens n'ont pas été inquiétés. Devaient-ils l'être ? Sans doute, en fonction des responsabilités. Pouvaient-ils être inquiétés ? Certainement pas, puisqu'ils avaient eux-mêmes plébiscité voir même en partie provoqué le changement. L'anticommuniste postcommuniste dans sa son hypostase libérale, celle du Rapport final et de la condamnation du Président de l'Etat, répond a priori à un devoir de mémoire minimaliste mais bien intentionné envers les anciennes victimes. Il y a peu de chances que ces dernières se satisfassent d'une telle condamnation de principe, et certaines d'entre elles y voient une forme de diversion censée masquer le manque de volonté de faire justice par rapport au passé. C'est sur ce terreau que fleurit l'hypostase fondamentaliste ou intégriste de l'anticommunisme, incarnée par ceux qui refusent d'avouer leur propre impuissance et dénoncent à tout va des complots souvent imaginaires censés empêcher la vérité et la justice d'apparaître au grand jour.

En effet, il y a diversion, et sur ce point les fondamentalistes n'ont pas tort, mais pour des raisons qui les dépassent puisque la diversion concerne moins le passé que le présent et l'avenir et que la question de la réparation des injustices du passé est en réalité secondaire.

Résumons : tant les citoyens ordinaires que ceux qui avaient imaginé, esquissé ou, plus rarement, manifesté des signes de protestation ont été pris de court par deux nouvelles après 1989. La première, de courte durée, fut la chute du régime communiste souhaitée par les uns, acceptée par les autres, rarement déplorée dans un premier temps. La seconde allait s'étaler dans le temps et se traduira par un désenchantement bruyant chez les uns, les nostalgiques, résigné chez les autres. Il s'agit de l'insécurité psychologique, matérielle, physique parfois, alimentée par la panne de l'Etat, qui a littéralement cessé de fonctionner, sur fond d'enrichissement subit des uns, appauvrissement et précarisation galopante de la plupart. Cette panne, ce délitement, en partie sciemment provoquée, allait d'une part permettre aux responsables et agents d'un Etat sévèrement compromis sous l'ancien régime de justifier la nécessité de leur retour aux affaires et d'autre part à se débarrasser de toute une série de dispositifs sociaux tout en favorisant, moyennant la corruption, l'émergence d'une classe de nouveaux riches.

C'était tout le contraire du scénario libertaire que certains pouvaient imaginer avant 1989, c'est-à-dire relâchement de l'emprise de l'Etat sur la société civile afin que celle-ci puisse émerger, débattre librement et assumer ses responsabilités. Faut-il encore rappeler que ceux qui critiquaient ou s'opposaient au régime communiste ne le faisaient pas dans l'idée que leurs semblables puissent

s’enrichir par tous les moyens sur le dos des autres ? Pendant les langues années qui ont suivi 1989, marquées notamment par la thérapie de choc prescrite par l’économiste Jeffrey Sachs, les sociétés ex-communistes auront eu affaire à un véritable scénario libertarien, encore plus radical que celui prêché par les apôtres de cette philosophie politique. Un « capitalisme pur et simple », pour reprendre le titre d’un texte de Gaspar Miklos Tamas, voit ainsi le jour à l’Est où les nouveaux maîtres de la situation n’ont plus à s’embarrasser des précautions que l’on prenait sous les régimes communistes et qui sont encore en vigueur dans les pays où la social-démocratie ou la démocratie chrétienne pèsent sur l’échiquier politique.

**Et La Critique De L’illusion Du Communisme ?**

Sans préjuger des bonnes ou mauvaises intentions, des arrière-pensées et des convictions de ceux qui cultivent dans les anciens pays communistes l’anticommunisme, on peut estimer que sa principale fonction est de conférer une légitimé à ce capitalisme pur et simple en agitant le spectre des méfaits du communisme. D’une part, à force de focaliser l’attention sur le passé, il fait diversion, en empêchant les gens de prendre la mesure des réalités auxquelles ils sont confrontés. D’autre part, il les dissuade de chercher à se donner des moyens pour comprendre, critiquer et à changer ces réalités. Voici deux raisons qui justifient amplement la critique avancée par les auteurs que nous venons de citer.

La question que l’on peut aussi se poser est de savoir si, pour être efficace, la critique de l’illusion de l’anticommunisme devrait passer au second plan, mettre en veilleuse, la critique de l’illusion du communisme, telle qu’elle a pu se manifester dans un pays comme la Roumanie. Certains des auteurs du livre semblent pencher en faveur de cette solution, sans le dire explicitement. Le fait qu’il n’y ait pas de danger à court terme de restauration de l’ancien régime peut plaider en faveur d’une telle solution. La critique de l’illusion du communisme, de cette illusion entretenue à coup de subtilités dialectiques et de professions de foi populistes d’une simplicité désarmante qui a participé au fonctionnement du système politique par le passé et qui continue à peser sur le comportement politique des Européens de l’Est demeure cependant indispensable à mes yeux. Ce n’est pas parce que les « boyards de l’intelligence » ont fait de la critique de l’illusion du communisme leur fond de commerce que l’on doit ignorer cet aspect. Encore faut-il, certes, s’accorder sur ce que l’on entend par communisme.

La rhétorique du renvoi dos à dos du communisme et du fascisme est sans doute une des principales sources de la confusion qui règne en la matière et que certains, pour des raisons parfois opposées, entretiennent délibérément. Plusieurs évidences méritent donc d’être rappelées. La condamnation et dans certains cas la criminalisation à travers une législation spécifique du fascisme, au sortir de la guerre perdue par les Etats qui s’en réclamaient, sont dues à son contenu belliqueux et raciste. Les régimes fascistes n’ont pas été condamnés et criminalisés en raison de l’instauration du système du parti unique, de la répression de l’opposition, de la mise à pas de la population, etc. D’autres régimes fascistes, tout aussi répressifs sur le plan interne, tel le franquisme, ont d’ailleurs survécu sans problème majeur justement parce qu’ils n’ont pas participé à la Seconde Guerre ni provoqué une autre guerre et n’ont pas commis d’exactions à caractère racial.

Sur le plan idéologique, les régimes fascistes et communistes divergent sensiblement, puisqu’ils constituent les formes extrêmes des familles politiques de droite et de gauche. Des formes extrêmes qui se sont émancipées de leur famille d’origine et ont fini par entrer en conflit avec elle. Aussi, après la défaite du fascisme et la chute du communisme, l’antifascisme puis l’anticommunisme sont devenues des armes efficaces pour déstabiliser son adversaire ou concurrent politique. A l’Ouest, les communistes antifascistes l’ont fait avec succès après la Seconde Guerre aux dépens de la droite et de certains secteurs de la gauche, les anticommunistes ont repris le relais après 1989 à l’Est.

Par ailleurs, les fascisme et le communisme présentent des traits communs incontestables : parti unique, culte de la personnalité à un moment ou un autre, répression systématique, et surtout volonté de contrôle total de la société par l'Etat. La condamnation et la criminalisation du communisme après 1989 sur le modèle de celles du fascisme après 1945 ne sont pas justifiées pour autant pour deux raisons : contrairement au fascisme, le communisme n'a pas pratiqué ni promu le racisme, n'a pas provoqué de guerre et n'a pas été défait par des forces extérieures même si celles-ci ont contribué à son implosion. Ceci est un fait incontournable, que cela plaise ou pas, et il serait absurde de le nier. Tout aussi absurde (ou injuste) serait de conclure, statistiques macabres à l'appui, que le communisme a été moins néfaste que le fascisme.

Sans jouer sur les mots, on pourrait même dire qu'il a été encore plus néfaste, c'est-à-dire plus humiliant, plus pervers et plus désespérant, parce que moins ouvertement criminel. En effet, issus, en Russie, d'une révolution sociale détournée à son profit par un parti autoproclamé d'avant-garde, puis, dans un deuxième temps, en Europe et en Asie, des rapports de forces bousculés par la Seconde Guerre mondiale à la suite de la déroute de l'Allemagne nazie et de ses alliés, ainsi que du Japon, les régimes communistes ont duré moyennant la répression, la dissuasion mais aussi la cooptation. Ce sont ces mécanismes d'une redoutable efficacité, propres aux régimes communistes, le plus souvent en totale contradiction avec les principes et valeurs affichés, qu'il faut interroger, décortiquer, analyser, à la fois pour empêcher qu'ils soient réactivés et pour clarifier le rapport au passé des sociétés ex-communistes.

Pétri de contradictions et se contentant de stéréotypes caricaturaux, à mille lieues des réalités qu'il prétend exorciser, l'anticommunisme véhiculé dans la Roumanie de nos jours a peu de chances de se révéler d'une quelconque efficacité dans cette perspective. Enfin, utiliser les malheurs du passé pour chercher à faire passer d'autres formes de domination, moins flagrantes peut-être que celles de l'époque communiste, mais qui demeurent humiliantes, perverses et désespérantes pour ceux qui les subissent, est pour le moins indécent. De ce point de vue, on ne peut que se féliciter du fait que la sphère d'influence des « boyards de l'intelligence » soit somme toute réduite et en perte de vitesse. Ce n'est pas une raison pour s'imaginer que l'on puisse faire l'économie d'une critique conséquente du communisme, et des illusions que l'on peut entretenir en son nom encore de nos jours. Prompt à dénoncer à son tour les crimes du communisme, libéral sur le plan économique et atlantiste en matière de politique étrangère, le Parti social-démocrate n'est pas moins l'héritier non seulement des anciennes structures du parti unique mais aussi d'un certain populisme qui est pour beaucoup dans l'emprise qu'il exerce sur la population. Evidemment, il s'agit là du communisme non pas tel qu'il a été proclamé, mais tel qu'il s'est manifesté concrètement dans l'histoire de la Roumanie et tel qu'il continue de conditionner les mentalités là où parfois on le soupçonne le moins.

PS. Depuis la première parution de ce texte, dans ses grandes lignes, la situation pas beaucoup changé. Par exemple, les quatre coordonnateurs du volume, Vasile Ernu, Costi Rogozanu, Ciprian Şiulea et Ovidiu Tichindeleanu, continuent d'être très engagés sur le plan politique et de publier leurs tribunes et analyses, souvent de grande qualité, sur le site ancré à l'extrême gauche CriticAtac. Il en va de même pour la plupart des auteurs des contributions, tous hautement diplômés en lettres, philosophie, économie, sociologie, histoire et théorie de l'art…. Lors des manifestations contre la corruption du début de l'année, ils ont adoptée des positions plus réservées (cf. à ce sujet La lutte anticorruption, arme des nantis ?). Ces dernières années, le CdB à traduit à plusieurs reprises des réflexions sur l'actualité roumaine de l'anthropologue Florin Poenaru, également membre du collectif CriticAtac et familier des lecteurs de Bilten.

---

**Nicolas Trifon**

*Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.*

---

## P.-S.

Le Courrier des Balkans

https://www.courrierdesbalkans.fr/Blog-o-En-marge-du-vaudeville-politique-roumain-retour-sur-les-boyards-de-l

---

## Notes

[1] Cet article est paru pour la première fois le 31 décembre 2009 sous le titre *Roumanie : l'illusion de l'anticommunisme*

[2] *Boierii minţii*, Bucarest, 2004.

[3] Entre 2005 et 2012. A noter que la gestion pendant sa présidence de l'ICR apparaît rétrospectivement comme une réussite en raison des déboires ultérieures de cette institution.

[4] *Iluzia anticomunismului : lecturi critice ale raportului Tismăneanu*/coord. Vasile Ernu, Costi Rogozanu, Ciprian Şiulea, Ovidiu Tichindeleanu, Chisinau : Cartier, 2008 (contact éditeur : cartier cartier.md). Les contributions sont signées par Florin Abraham, Gabriel Andreescu, Daniel Barbu, Alex Cistelecan, Andor Horvath, Adrian-Paul Iliescu, Costi Rogozanu, Michael Shafir, Andrei State, Ciprian Şiulea, Ovidiu Tichindeleanu et Dan Ungureanu.

[5] Cette position critique n'empêchera pas son auteur d'accéder à des fonctions élevées au sein dudit Etat. Elu sénateur PNL en août 2012 il est nommé ministre de la Culture dans le gouvernement Ponta II, poste dont il doit démissionner un an après en raison de sa prise de position controversée sur le dossier Roşia-Montana. La plupart des autres auteurs se sont en revanche engagés dans la lutte contre le projet d'exploitation minière sur ce site.